

ministres des finances et tous nos députés ne voudront pas intervenir pour relever cette économie et réaliser l'équilibre entre la production, la consommation et la capitalisation surtout, le problème existera.

Partout, en général, la production est surabondante. Il suffit de combler les vides en puisant dans les surplus exorbitants ou dans les réserves extravagantes. Il existe des réserves extravagantes, monsieur le président, qui sont permises par le ministre des finances, par le gouvernement au pouvoir, mais ces réserves extravagantes cachées, secrètes, demi-secrètes, on n'y touche pas du tout. Quant aux surplus de capitaux, ils ne sont pas imposables.

Si vous n'avez pas d'argent, au lieu de toujours fouiller dans les poches de ceux qui n'en ont pas, de ceux qui en manquent déjà à cause du système actuel, allez donc voir où sont cachés les surplus, allez donc voir où il y a trop d'argent et prenez-le. Vous pourrez ainsi financer votre budget et l'équilibrer, tout en laissant un certain minimum de sécurité à différentes corporations ou à différents individus.

Tout ceci est dans le pouvoir immédiat du gouvernement d'Ottawa. Selon la structure de la Constitution actuelle, aucun autre groupe, pas même les provinces, n'a le pouvoir d'empêcher le gouvernement fédéral de régir la monnaie, le crédit, les banques, la circulation de l'argent, la circulation de la monnaie, les intérêts sur les capitaux, les droits du citoyen canadien, dont le premier est le droit à la vie.

Il appartient bel et bien au gouvernement, d'après la Constitution canadienne, de fixer les taux d'intérêt, mais il se départit de ses responsabilités. Il laisse les taux d'intérêt suivre les fluctuations du marché. Le marché, la Bourse et tous ces organismes qui se livrent à l'exploitation du peuple sont tolérés et approuvés par le gouvernement actuel, par le ministre des Finances actuel.

Si l'on persiste, dans le régime monétaire actuel, à tenter d'équilibrer l'économie du Canada, jamais on n'aura l'ombre d'une situation économique équilibrée. On ne pourra jamais équilibrer la situation économique en laissant se perpétuer de pareils abus au détriment de toute une population qui a le droit de vivre dans un pays qui regorge de richesses. Le Canada est riche, mais les Canadiens sont pauvres. Les Canadiens crèvent de faim, ils sont taxés et endettés à l'extrême.

Les dépenses dépassent les prévisions des gouvernements fédéral, provinciaux, municipaux, des commissions scolaires et de 99 p. 100 des organismes économiques du Canada, et l'on pense redonner l'équilibre au budget avec les mêmes principes, avec les mêmes

données et avec les mêmes coutumes qu'autrefois, alors qu'ils ont conduit le pays au désastre et à la ruine.

On prétend régler le problème actuel en tolérant le désastre économique que nous connaissons présentement.

La première justice, monsieur le président, c'est la justice économique. C'est la justice du *primo vivere* assurée à chaque citoyen du Canada, la justice fondamentale. Tout le reste viendra par surcroît. «The first thing is the first.» Tout ceci peut s'accomplir immédiatement dans les cadres du mécanisme monétaire actuel; il n'y a rien à changer. On n'a qu'à regarder où sont les abus.

Il existe une injustice criante dans la table de l'impôt. Les particuliers paient \$3 d'impôt, alors que les corporations en paient un; il y a \$2 de différence. Les compagnies ont des privilèges extraordinaires quant à l'impôt, mais les particuliers sont obligés de payer de l'impôt à 100 p. 100. On réduit leurs salaires, on déduit à la source, on prend l'impôt dans leur enveloppe de paie. On vole les ouvriers, on vole le pain sur la table des Canadiens, des pauvres citoyens, mais on permet aux grandes sociétés de s'enrichir davantage en payant moins d'impôt que les gagne-petit.

Quand une compagnie paie \$1 d'impôt, le particulier, lui, en paie \$3, à part les réserves excessives et toutes sortes de privilèges qu'elle a de pouvoir capitaliser de l'argent d'une façon exagérée et par toutes sortes de moyens, et ceux qui connaissent la finance le savent.

Monsieur le président, la possibilité économique de notre pays a progressé à une vitesse vertigineuse, alors que le régime d'endettement où nous vivons nous conduit inévitablement vers l'abîme où l'on nous plonge tête première au fur et à mesure que nous bâtissons notre pays. Les detteurs nous étouffent de plus en plus. Le gouvernement actuel, comme les anciens gouvernements, le permet.

● (4.20 p.m.)

Si nous acceptons ces progrès scientifiques et technologiques, pourquoi n'accepterions-nous pas aussi le progrès dans le domaine des finances publiques? Le Crédit social permettrait précisément à l'homme d'avoir sa part des produits fabriqués par la machine.

Les travailleurs canadiens deviendront de plus en plus des chômeurs si l'on refuse de reconnaître la primauté de l'homme sur l'argent.